Rentrée 2025 : Des suppressions et pas de vision !

13 février, l’action nationale contre les suppressions de postes d’enseignant.es a été lancée dans l’Enseignement Agricole Public

En parallèle des actions en région (St Chély, Bourcefranc, Niort, St Germain en Laye), les élu.es FO EA, SEA UNSA et Elan Commun du CSA EA ont décidé de boycotter, jeudi 13 février, cette instance nationale de l’enseignement agricole public qui avait comme point à l’ordre du jour la préparation de la rentrée 2025. Ils et elles ont porté la voix des personnels en présence de collègues de Bretagne, Hauts de France, Centre Val de Loire, Pays de la Loire, Occitanie durant un échange informel de près de deux heures avec la DGER.

Des représentant.es des personnels évoquent les effets réels de la casse de l’enseignement agricole public

Les enseignant.es présent.es à Paris ce 13 février ont évoqué clairement les effets brutaux de la suppression de 45 ETP à la rentrée prochaine. Sur le terrain : des projets qui seraient abandonnés ou rejetés (BTS GPN à Amiens, 3e St Omer, BAC PRO Agroéquipement à Riscle), des classes fermées (2nd GT à Pontivy, TC au Mans, STAV à Rennes), des regroupements anti

pédagogiques (TC2 AP et TC à Nantes, Bac pro AP et Production horticole à Niort), une insuffisance de DGH qui compromet des conditions de formation correctes (2nd et 1ère Pro CGEA St Chély et à St Gaudens) ainsi que des baisses de seuils y compris dans les classes entrantes. L'Intersyndicale a également évoqué les conséquences sociales sur les personnels qui risquent une diminution de leur temps de travail r voire une suppression de poste.

Budget amputé…la DGER assume comme elle peut…

La DGER invoque un contexte budgétaire extrêmement défavorable, et assume néanmoins ses orientations en méthode et son calendrier précipité. Cela conduit les DRAAF–SRFD, à revoir la carte scolaire hors des instances, en 15 jours, sans prendre en compte les projets des équipes des établissements et l'intérêt des élèves et des territoires.

Une vision, un projet pour l'EAP définitivement absents

Aucune réponse de fond n'a pu être apportée par notre administration en termes de choix de politique publique.
C'est la gestion de la pénurie qui va piloter la rentrée 2025 alors qu'elle aurait pu/dû être impulsée par une ambition retrouvée dans le cadre de la loi d'orientation et d'Avenir de l'Agriculture.
Par ailleurs, les premiers renoncements tendent à se concentrer sur les formations environnementales ou commerciales, mais sans que la DGER n'assume d'avoir donné de consignes en ce sens.

DGH en réserve : INACCEPTABLE !

Au delà des 45 ETP d'enseignant.es supprimés au budget (là où les 4000 postes à l'EN ont été sanctuarisés), la DGER avait mis en réserve 20 ETP :

- une partie (10) a commencé à être redistribuée pour permettre simplement à des élèves-étudiant.es de 1ère année de poursuivre en 2e année dans nos lycées.
- 10 autres "restant en réserve" pour soit disant financer des projets de 2026 !

Comment peut-on admettre une DGH "flottante" alors qu'il en manque pour financer la rentrée 2025 avec 3 ETP utilisés pour de l'ingénierie en vue d'ouvrir d'hypothétiques BAC+3 ?

- Pour l'Intersyndicale FO EA, SEA UNSA et Elan Commun ces 10 ETP doivent être réattribués, SANS DÉLAI, au profit des capacités d'accueil dans les lycées agricoles publics dès la rentrée 2025.
- L'intersyndicale entend, par ailleurs porter son exigence dans les jours à venir auprès du Premier Ministre et publiquement lors du salon de l'agriculture :
  PAS DE SUPPRESSION DE POSTES D'ENSEIGNANT.ES DANS L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC, COMME AILLEURS !

Mobilisation dans la DGER

Mobilisation à Paris devant la DGER

Mobilisation à Saint-Chély d’Apcher !

Mobilisation à Blanquefort et Bourcefranc !

Mobilisation à Niort